



## L'économie tente de résister à la crise sanitaire

La crise sanitaire liée au Covid-19 a gravement affecté l'économie nationale, comme celle du Grand Est en 2020. Pourtant, entre le 2<sup>e</sup> et le 3<sup>e</sup> trimestre, l'emploi salarié se redresse nettement entre les confinements, porté par l'hébergement-restauration et les services aux ménages, sans toutefois effacer la baisse des deux premiers trimestres. Le recul du chômage, en trompe-l'œil au printemps, reflète désormais la réelle perte d'emploi, le chômage augmentant dans toutes les zones d'emploi. En progression sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi diminue ce trimestre. L'importance de l'agriculture, de l'industrie et des services non marchands dans la région, permet d'atténuer les effets du ralentissement économique du deuxième confinement. Les créations d'entreprises progressent nettement au 3<sup>e</sup> trimestre ; les défaillances reculent encore. La consommation électrique des entreprises retrouve son niveau habituel. Bien qu'en retrait par rapport à 2019, la fréquentation hôtelière rebondit à l'été. Les indicateurs de la construction sont en baisse. Hors confinements, les transactions par carte bancaire sont supérieures aux montants échangés un an plus tôt. Après un net recul, les PIB des pays frontaliers augmentent fortement.

Liliane Clément, Florent Isel, Marie-Laure Kayali, Brigitte Martin, Thibaut Martini, Béatrice Neiter, Olivaso Razafindramanana, Loïc Rousseau (Insee)

Rédaction achevée le 7 janvier 2021

### L'emploi salarié redémarre mais reste nettement en dessous de son niveau d'avant-crise

Au 3<sup>e</sup> trimestre, l'emploi salarié se redresse nettement, en lien avec la reprise de l'activité économique entre les deux confinements. La hausse de ce trimestre (+ 1,3 %) n'efface cependant pas la baisse du 1<sup>er</sup> semestre (- 2,6 %). La région a ainsi perdu 26 700 emplois salariés depuis fin 2019. La chute de l'emploi dans le Grand Est depuis le début de l'année est plus importante qu'au niveau national (respectivement - 1,4 % et - 1,2 %).

Depuis le début de la crise sanitaire, l'emploi diminue dans tous les grands secteurs d'activité à l'exception de la construction, où il augmente nettement (+ 0,8 % depuis le début de la crise). L'emploi intérimaire chute de 12,0 % depuis fin 2019, malgré la poursuite de la reprise entamée au 2<sup>e</sup> trimestre. Hors intérim, le tertiaire marchand et l'industrie sont les secteurs les plus affectés (baisse respectives de 1,8 % et 1,7 % depuis fin 2019). L'emploi dans les services principalement non marchands est en légère diminution (- 0,1 %).

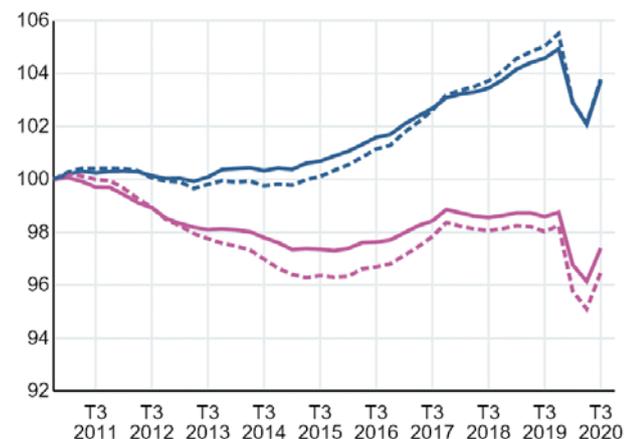
### La Haute-Marne et le Haut-Rhin particulièrement affectés

Depuis le début de la crise, l'emploi a nettement diminué dans tous les départements de la région, mais à des degrés très variables. La Haute-Marne et le Haut-Rhin sont sévèrement touchés (respectivement - 2,3 % et - 2,1 % depuis décembre 2019). Dans ces départements, l'emploi repart pourtant à la hausse au

### 1 Évolution de l'emploi salarié

- Emploi salarié total - Grand Est
- Emploi salarié total - France hors Mayotte
- Emploi salarié privé - Grand Est
- Emploi salarié privé - France hors Mayotte

indice base 100 au 4<sup>e</sup> trimestre 2010



Notes : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires. Champ : emploi salarié total.

Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.

3<sup>e</sup> trimestre (respectivement + 1,5 % et + 1,2 %), mais il avait nettement plus diminué que dans la région au 1<sup>er</sup> semestre (- 3,8 % et - 3,3 %, pour - 2,6 % dans le Grand Est). Les plus

faibles baisses s'observent en Meurthe-et-Moselle et dans l'Aube (- 0,7 % et - 0,8 % depuis le début de la crise). Dans l'Aube, la reprise de l'emploi est particulièrement marquée au 3<sup>e</sup> trimestre (+ 2,1 %, soit 0,8 point de plus que dans la région). Dans les six autres départements du Grand Est, le recul de l'emploi depuis début 2020 se situe entre - 1,2 % et - 1,7 %.

### Près de 30 % des pertes d'emploi régionales dans l'intérim

L'intérim, flexible par nature, poursuit sa reprise entamée au 2<sup>e</sup> trimestre (+ 24,2 % après + 25,0 %). Ce redémarrage ne suffit pas à effacer les pertes d'emplois intérimaires du 1<sup>er</sup> trimestre. La région a perdu 7 700 emplois, soit près de 30 % des emplois salariés supprimés dans la région. L'ajustement de l'emploi dans l'industrie et la construction passe d'abord par l'intérim, avant de concerner les salariés des secteurs proprement dits.

### Reprise de l'emploi dans la construction et les services

Dans la construction et les services hors intérim, l'emploi redémarre nettement au 3<sup>e</sup> trimestre. Il progresse de 1,2 % dans la construction, de 1,0 % dans les services principalement marchands, et de 0,9 % dans les services principalement non marchands. La reprise est particulièrement importante dans l'hébergement-restauration et les services aux ménages (dont activités culturelles, sportives et récréatives), avec des hausses de 5,4 % et 2,9 % au 3<sup>e</sup> trimestre. Ces secteurs avaient été particulièrement touchés par les fermetures administratives lors du premier confinement. Cette reprise ne suffit pas à effacer les pertes d'emplois du premier semestre dans les services principalement marchands. Ce secteur d'activité perd 13 400 postes depuis le début de la crise, dont 4 600 dans l'hébergement et la restauration. Au 4<sup>e</sup> trimestre, l'emploi devrait repartir à la baisse, en raison des nouvelles fermetures imposées des bars, restaurants, établissements culturels et de certains commerces.

### L'emploi industriel toujours en baisse au 3<sup>e</sup> trimestre

Au 3<sup>e</sup> trimestre, l'emploi industriel continue de diminuer, bien que moins rapidement qu'au 2<sup>e</sup> trimestre (- 0,3 % après - 1,0 %). La fabrication de matériel de transport (dont industrie automobile) et la fabrication de biens d'équipement enregistrent les plus fortes baisses (- 1,1 % et - 0,8 % sur le 3<sup>e</sup> trimestre). Depuis le début de la crise, l'emploi dans l'industrie chute de 1,7 %. L'industrie automobile est particulièrement affectée, la fabrication de matériel de transport perdant 2,6 % de ses emplois sur les trois premiers trimestres de 2020.

### Net rebond du chômage après une baisse en trompe-l'œil liée au confinement

La baisse notable du chômage au 2<sup>e</sup> trimestre s'expliquait par le fait qu'un grand nombre de personnes sans emploi avaient interrompu leurs recherches pendant le premier confinement, sortant ainsi du marché du travail au sens du BIT (personnes sans emploi qui souhaitent travailler mais ne sont pas en recherche active et/ou ne sont pas disponibles). Avec la fin du confinement et la reprise d'un comportement habituel de recherche d'emploi, le taux de chômage dans le Grand Est augmente fortement au 3<sup>e</sup> trimestre 2020 (+ 1,8 point) pour s'établir à 8,7 % de la population active (+ 0,6 point sur un an). Le rebond est le même qu'au niveau national, où le taux de chômage atteint 9,0 % ce trimestre. Le taux du 3<sup>e</sup> trimestre se situe par ailleurs 0,9 point au-dessus de son niveau d'avant-crise sanitaire, dans la région comme en France (resp. 7,8 % et 8,1 % au 4<sup>e</sup> trimestre 2019), ce qui reflète la baisse de l'emploi sur cette période.

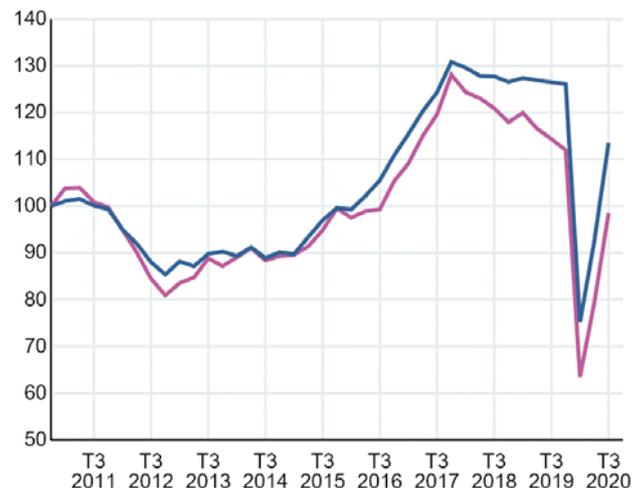
Tous les départements sont touchés par cette hausse, de + 1,5 point dans la Haute-Marne à + 2,3 points dans l'Aube et les Ardennes, les deux départements dans lesquels les taux sont les plus élevés (resp. 11 % et 10,7 %).

Le chômage augmente dans les vingt-sept zones d'emploi de la région, de + 1,0 point pour Sarrebourg à + 2,9 points pour Forbach où le taux s'élève à 13,8 % ce trimestre.

## 2 Évolution de l'emploi intérimaire

— Grand Est  
— France hors Mayotte

indice base 100 au 4<sup>e</sup> trimestre 2010

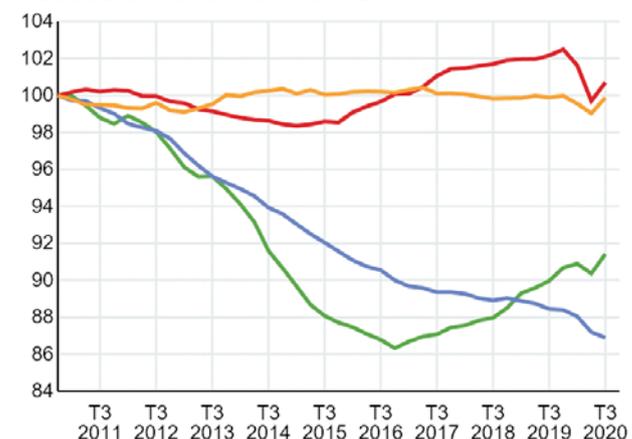


Notes : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires. Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee.

## 3 Évolution de l'emploi salarié par secteur dans le Grand Est

— Construction  
— Industrie  
— Tertiaire marchand hors intérim  
— Tertiaire non marchand

indice base 100 au 4<sup>e</sup> trimestre 2010

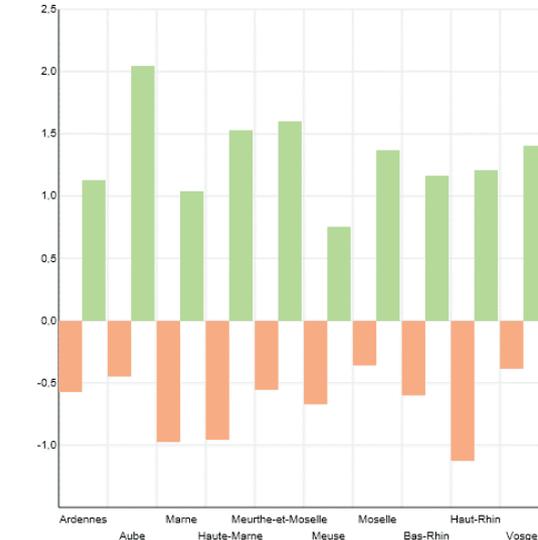


Notes : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires. Champ : emploi salarié total.

Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee.

## 4 Évolution de l'emploi salarié total par département

— 2020T2 — 2020T3  
en % par rapport au trimestre précédent



Notes : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires. Champ : emploi salarié total.

Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee.

### Avertissement sur le marché du travail

Au troisième trimestre 2020, le taux de chômage au sens du BIT rebondit fortement après une baisse " en trompe-l'oeil " sur les deux premiers trimestres de l'année. En effet, pour être considéré comme chômeur, il faut être sans emploi, disponible pour travailler et avoir fait des démarches actives de recherche d'emploi. Au cours des deux premiers trimestres de l'année 2020, la période de confinement a fortement affecté les comportements de recherche active d'emploi (en particulier pour les personnes sans emploi dont le secteur d'activité était à l'arrêt), ainsi que la disponibilité des personnes (contrainte de garde d'enfant par exemple). Au total, la nette baisse du chômage au sens du BIT début 2020 ne traduisait pas une amélioration du marché du travail mais un effet de confinement des personnes sans emploi.

L'introduction de la déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut entraîner des révisions accrues sur les données, durant la phase de montée en charge de la DSN.

### Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A repart à la baisse

Après une forte hausse au 2<sup>e</sup> trimestre, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A dans le Grand Est (301 810) diminue de 10,6 % entre le 2<sup>e</sup> et le 3<sup>e</sup> trimestre, mais augmente de 8,6 % sur un an. En France métropolitaine, le recul atteint 11,5 % (+ 9,5 % sur un an).

La baisse est beaucoup plus faible pour les inscrits de l'ensemble des catégories A, B et C, de 0,3 %, soit 1 530 personnes. Sur un an, leur nombre progresse de 4,0 %. En France métropolitaine, elle est de 0,5 % ce trimestre (+ 4,7 % sur un an).

La diminution du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A est portée par celle des jeunes de moins de 25 ans (- 14,4 %), population la plus durement touchée au 2<sup>e</sup> trimestre. Sur un an, ils restent les plus affectés avec une hausse de 12,6 %.

Tous les départements du Grand Est bénéficient de cette baisse, de - 8,9 % (Aube) à - 13,0 % (Vosges).

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B et C inscrits depuis un an ou plus augmente, de 3,5 % ce trimestre et de 4,6 % sur un an. Les demandeurs d'emploi de longue durée représentent désormais 48,9 % des inscrits (47,8 % en France métropolitaine).

Le nombre moyen d'entrées à Pôle Emploi en catégories A, B et C augmente de 10,2 % ce trimestre, de 56,6 % pour les retours d'inactivités et de 35,4 % pour les réinscriptions rapides. Au contraire, les entrées pour fin de contrat sont en baisse de 17,1 %. Le nombre moyen de sorties augmente fortement (+ 46,2 %) et la hausse concerne tous les motifs.

### Un ralentissement économique moins sévère lors du deuxième confinement

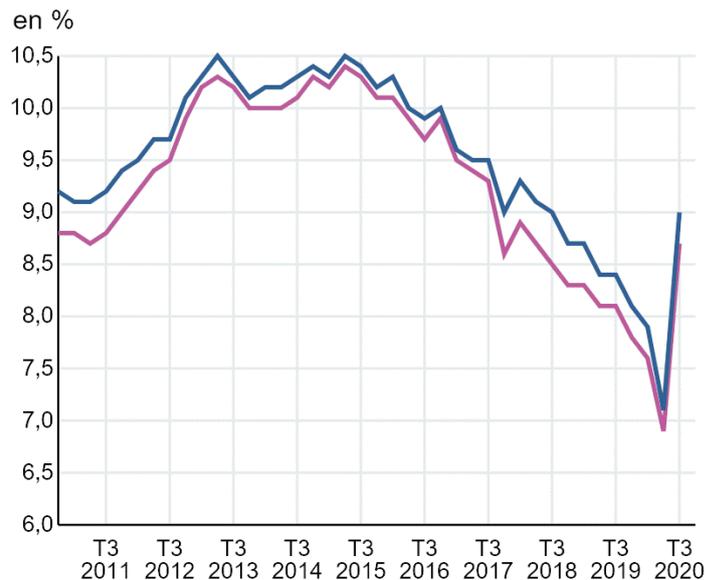
Lors du premier confinement, l'activité économique avait fortement chuté (- 30 % en avril par rapport à son niveau de fin 2019). Elle a redémarré progressivement pour être seulement 3 % inférieure à son niveau d'avant crise en octobre. Le deuxième confinement commencé le 30 octobre a fait à nouveau chuter fortement l'activité. La baisse est cependant nettement moins importante que lors du premier confinement (- 11 % en novembre par rapport à fin 2019, contre - 30 % en avril). En effet, certaines activités, à l'arrêt lors du premier confinement, se poursuivent, au moins partiellement. Ainsi le travail continue dans l'industrie et la construction, et la liste des commerces et établissements autorisés à rester ouverts au public est un peu plus large que lors du premier confinement (magasins de bricolage et bureaux de poste par exemple).

### L'activité baisse un peu moins dans la région qu'au niveau national

Sur le mois de novembre, l'économie régionale serait un peu moins affectée qu'au niveau national (- 11,4 % par rapport à son niveau d'avant crise pour - 12,3 % au niveau national). L'agriculture,

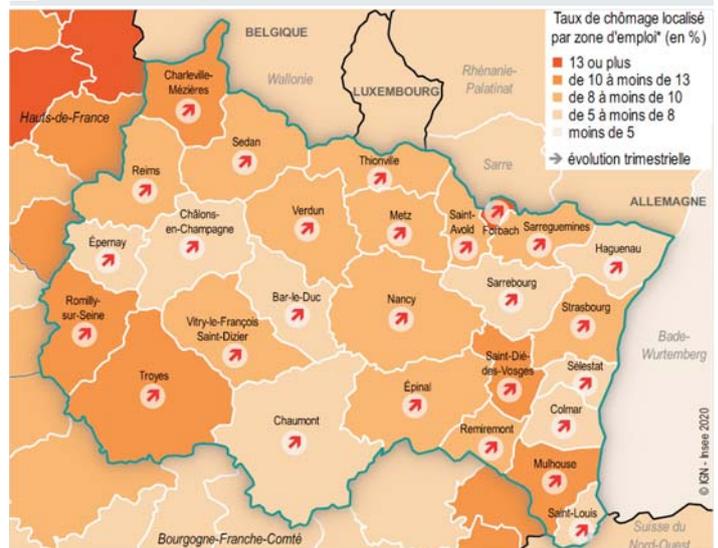
### 5 Taux de chômage

— Grand Est  
— France hors Mayotte



Notes : données trimestrielles CVS. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.  
Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé.

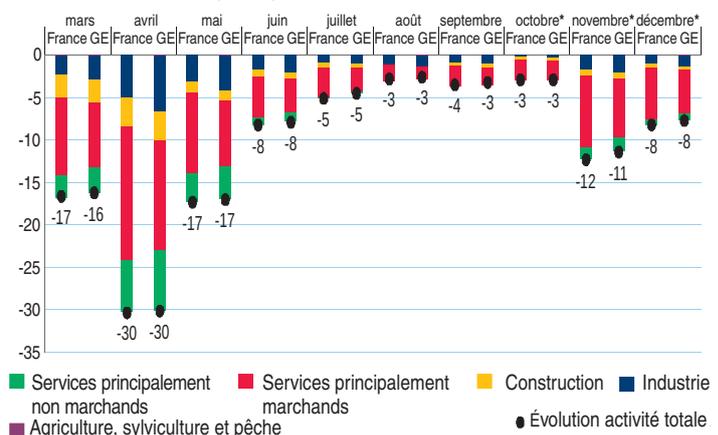
### 6 Taux de chômage localisé par zone d'emploi au 3<sup>e</sup> trimestre 2020



Note : données provisoires pour le troisième trimestre 2020.  
\* Zone d'emploi (FR), Région (BE), Land (DE), Pays (LU), Suisse du Nord-Ouest (CH).  
Sources : Insee, Statbel, Destatis, Statec, OFS.

### 7 Un ralentissement économique moins sévère lors du deuxième confinement que durant le premier.

Ralentissement mensuel de l'activité économique par rapport à son niveau d'avant crise (en %)



\*prévision  
GE : Grand Est  
Source : estimations Insee au 15 décembre.

l'industrie et les services non marchands, relativement moins touchés, occupent une place plus importante dans la région que dans l'ensemble de la France, ce qui limite le ralentissement économique.

### L'industrie, la construction et le commerce moins affectés que lors du premier confinement

Dans la région, l'activité industrielle en novembre serait 11 % inférieure à son niveau de fin 2019, alors qu'elle avait chuté d'un tiers en avril. La fabrication de matériel de transport, secteur industriel le plus touché du fait des difficultés des industries automobiles et aéronautiques, serait encore en retrait de 20 %, mais loin des 70 % du premier confinement.

L'activité dans la construction aurait diminué de 13 % contre près de 60 % en avril.

Dans le commerce, l'élargissement des autorisations d'ouverture au public à un plus grand nombre d'établissements (magasins de bricolage, magasins de matériel informatique, par exemple), le développement de la vente à distance et les dispositifs de « click and collect » (cliqué-retiré) ont permis de limiter la baisse de l'activité (- 9 % par rapport à son niveau d'avant crise, contre - 38 % en avril).

### Les mesures de restriction frappent de plein fouet l'hébergement-restauration et les services aux ménages

En revanche, le secteur de l'hébergement et de la restauration est, comme lors du premier confinement, très fortement affecté. La fermeture obligatoire des bars et restaurants et l'arrêt de l'activité touristique frappent de plein fouet le secteur. L'activité en novembre serait 63 % plus basse que fin 2019, une chute seulement 7 points moins forte qu'au mois d'avril malgré le fort développement de la vente à emporter par les restaurants.

La situation ne devrait pas s'améliorer en décembre. En cette fin d'année, l'annulation des marchés de Noël accentue les difficultés du secteur dans les départements alsaciens. Dans le Grand Est comme au niveau national, le début de l'année 2021 s'annonce compliqué pour les bars et restaurants qui ne seront pas rouverts immédiatement.

Les services aux particuliers, notamment les activités culturelles, sportives et récréatives souffrent également fortement de ce deuxième confinement. L'activité dans les services aux particuliers aurait certes moins chuté que lors du premier confinement, mais resterait inférieure de 45 % par rapport à son niveau d'avant crise. Le report de la réouverture des lieux culturels (cinéma, théâtre, etc...) compliquera la reprise en décembre et l'activité demeurerait 32 % plus basse qu'avant la crise.

Le transport souffre de la limitation des déplacements de personnes et de l'activité touristique. En novembre, l'activité de ce secteur serait réduite d'un quart par rapport à son niveau d'avant la crise, malgré une activité industrielle plus soutenue qu'en avril.

### De très nombreuses créations d'entreprises

Au 3<sup>e</sup> trimestre 2020, 13 910 entreprises sont créées dans le Grand Est, soit le plus haut niveau de nouvelles immatriculations d'entreprises sur un trimestre depuis le suivi de la série en 2000. Le dernier résultat le plus élevé (12 000 nouvelles entreprises en un trimestre) datait de fin 2019, juste avant le début de la crise sanitaire. Après la forte dégradation du début d'année, il s'agit d'une hausse de 50,3 % par rapport au trimestre précédent et de 23,3 % par rapport au 3<sup>e</sup> trimestre 2019. Au niveau national, la tendance est identique, avec une croissance de 48,9 % sur le trimestre précédent et 20,0 % sur celui un an auparavant. La reprise des immatriculations observée à partir de mai, à la suite du déconfinement, se poursuit, et le mois de septembre correspond aussi à un nombre d'immatriculations en très forte hausse sur un mois, avec 5 350 nouvelles entreprises. La dynamique se poursuit durant les mois d'octobre et de novembre, malgré le reconfinement (respectivement 4 980 et 4 430 créations). Ainsi, l'année 2020 s'oriente vers un nombre annuel de créations d'entreprises jamais atteint.

## 8 L'hébergement-restauration, les services aux particuliers et les transports sévèrement affectés

Estimation du ralentissement économique du mois de novembre dans le Grand Est

	Poids du secteur (en %)	Perte d'activité (en %)	Contribution du secteur (en %)
Agriculture	3,3	-2	-0,1
Industrie	20,0	-11	-2,1
<i>dont IAA</i>	4,0	-5	-0,2
<i>équipements électriques et machines</i>	2,3	-10	-0,2
<i>matériel de transports</i>	1,2	-20	-0,2
Construction	5,8	-13	-0,7
Services marchands	45,7	-15	-6,9
<i>dont commerce</i>	9,9	-9	-0,9
<i>transports</i>	4,2	-25	-1,1
<i>hébergement-restauration</i>	2,5	-63	-1,6
<i>finance</i>	3,1	-8	-0,2
<i>activités scient. et techn et services adm.</i>	8,5	-17	-1,4
<i>services aux particuliers</i>	2,8	-45	-1,3
Services non marchands	25,7	-6	-1,6
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>-11</b>	<b>-11,4</b>

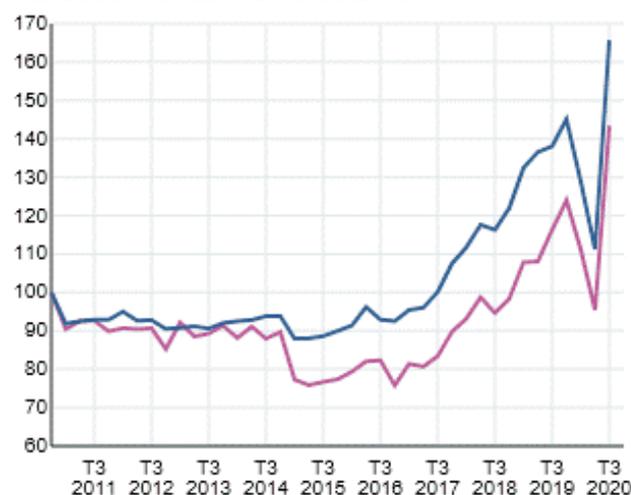
Note : les pertes par secteur sont basées sur l'estimation du ralentissement économique du secteur (NAF en 17 postes) au niveau national.

Source : estimations Insee au 15 décembre.

## 9 Créations d'entreprises

— Grand Est y compris micro-entrepreneurs  
— France entière y compris micro-entrepreneurs

indice base 100 au 4<sup>e</sup> trimestre 2010



Note : données trimestrielles corrigées des variations saisonnières (CVS).

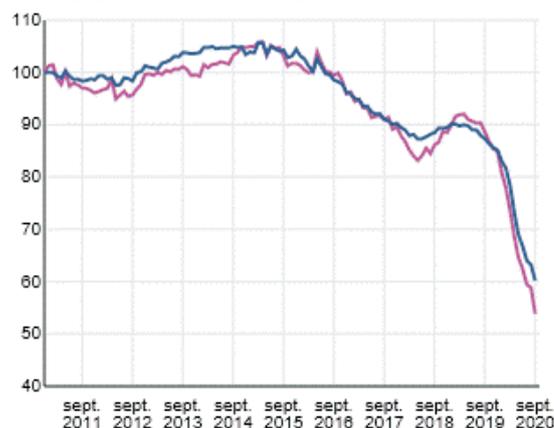
Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

## 10 Défaillances d'entreprises

— Grand Est  
— France entière

indice base 100 en décembre 2010



Notes : données mensuelles brutes au 02 septembre 2020, en date de jugement. Chaque point représente l'évolution du cumul des 12 derniers mois.

Source : Fiben, Banque de France.

Le cumul des créations brutes annuelles progresse de 6,2 % sur un trimestre et de 9,9 % sur une année dans la région. Tous les départements suivent la même augmentation (de +4,0 % dans la Meuse à +7,5 % en Moselle sur un trimestre). Les grands secteurs d'activité bénéficient aussi de cette hausse des immatriculations, plus soutenue encore dans le commerce, le transport et la restauration (+10,6 %).

### Un nombre d'entreprises défaillantes encore au plus bas malgré la crise

Entre octobre 2019 et septembre 2020, près de 2 500 entreprises ont été placées en redressement ou en liquidation. Le 2<sup>e</sup> trimestre 2020 relevait déjà un nombre de défaillances historiquement faible, ce 3<sup>e</sup> trimestre l'est encore davantage. Les cessations baissent de 13,7 % par rapport au trimestre précédent et de 40,1 % par rapport au même trimestre un an plus tôt. L'aide aux entreprises lors de la crise sanitaire et les reports de dépôt et de traitement des dossiers dans les tribunaux de commerce ont pu contribuer à limiter les défaillances sur cette période. Dans tous les départements, les défaillances reculent comparées à celles du trimestre précédent (de -4,8 % dans les Vosges à -19,6 % en Moselle). C'est aussi le cas dans tous les grands secteurs d'activité que sont l'industrie, le commerce, la construction et les services marchands (de -8,2 %, à -15,5 %).

### La consommation électrique des entreprises proche des niveaux moyens estimés en octobre

La consommation électrique reflète l'activité des ménages et des entreprises. La consommation des ménages reste globalement au-dessus de son niveau moyen (estimé sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2019 au 24 février 2020) depuis le printemps : la hausse est contenue de 0 % à près de 10 %, avec des reculs ponctuels en avril (-1,9 %), en mai (-4,5 %) et en octobre (-0,6 %). Durant le premier confinement, la consommation électrique des entreprises (profils non résidentiels) est nettement inférieure à son niveau moyen estimé (jusqu'à 30 % en dessous). Cet écart se réduit progressivement jusqu'à s'inverser durant l'été : il se stabilise entre -10 % et +5 % depuis le mois d'août.

### Entre deux plongées, une petite bouffée d'air pour le tourisme

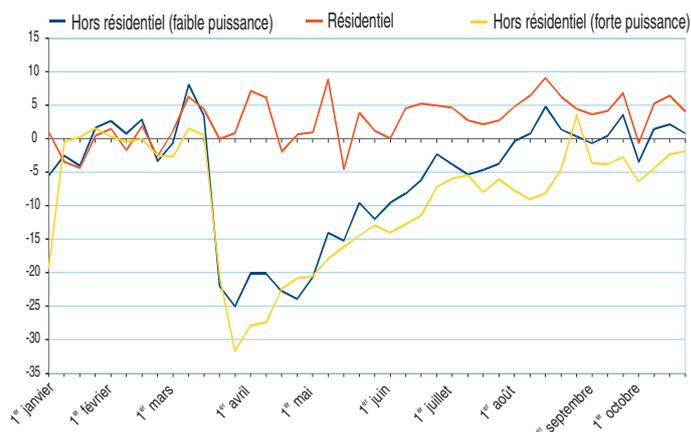
Avec 2,9 millions de nuitées au 3<sup>e</sup> trimestre, la fréquentation hôtelière dans le Grand Est a chuté d'un tiers par rapport à la même période de l'année précédente. Le 2<sup>e</sup> trimestre avait été particulièrement difficile pour les hôteliers. Le confinement lié à l'épidémie de la Covid-19 avait réduit la fréquentation de 90 % en avril et mai. Le déconfinement a ensuite permis d'amorcer une reprise en juin avec une baisse « limitée » à 69 %. Cette dynamique s'est accélérée aux mois de juillet et août, le repli s'établissant respectivement à -34 % et -27 %. La résurgence de la crise sanitaire a douché la perspective d'un retour rapide à une situation d'avant-crise, avec un retrait de 38 % de la fréquentation dans les hôtels régionaux en septembre. Le couvre-feu, puis le confinement mis en place en octobre, n'incitent guère à l'optimisme pour le dernier trimestre de l'année : la fréquentation touristique recule de 43 % en octobre.

La reprise de l'activité touristique au 3<sup>e</sup> trimestre s'avère cependant inégale. Du fait des incertitudes liées à la crise sanitaire, pouvant contraindre les déplacements internationaux, les touristes résidents ont privilégié la France comme destination de leurs vacances d'été, avec une préférence pour les zones littorales et de montagne, et en évitant les grandes métropoles. À l'inverse, les non-résidents ont été beaucoup moins nombreux à venir en France : la baisse de la clientèle résidente n'est que de 20 % sur le trimestre, quand elle dépasse la moitié pour la clientèle non résidente.

Les mois de juillet et août, les plus fréquentés pour les hôtels de la région, connaissent une baisse globale de 30 %. La clientèle non-résidente y chute cependant dans des proportions moindres qu'au niveau national (respectivement -49 % contre -67 %). Elle est à 97 % européenne, alors que les touristes non-européens (américains et asiatiques surtout) étaient 15 % un an auparavant.

### 11 Consommation d'électricité selon le type de consommateur

Écart par rapport au niveau moyen de chaque type de consommation dans le Grand Est (en %)



Note : niveaux de consommation corrigés des températures, des jours ouvrés et des mois selon le type de consommateur.

Lecture : la semaine du mercredi 1<sup>er</sup> avril 2020, la consommation d'électricité correspondant au profil des consommateurs hors résidentiel à forte puissance souscrite est inférieure de 28 % à son niveau moyen de consommation d'une semaine du mois d'avril qui connaîtrait des températures moyennes quotidiennes identiques à celles enregistrées la semaine du 1<sup>er</sup> avril 2020. Ce niveau moyen est estimé sur une période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2019 au 24 février 2020.

Source : Enedis, calculs Insee.

### 12 Évolution du nombre de logements autorisés à la construction

— Grand Est  
— France hors Mayotte

indice base 100 en décembre 2010



Notes : données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente l'évolution du cumul des douze derniers mois. La ligne verticale rouge représente la fin du trimestre d'intérêt.

Source : SDES, Sit@del2.

#### Avertissement

L'enquête mensuelle de fréquentation touristique conduite par l'Insee auprès des hébergements collectifs de tourisme a été suspendue en mars 2020 compte tenu de la crise sanitaire liée à la Covid-19. Un dispositif d'enquête allégée a été mis en place d'avril à juin 2020 uniquement pour les hôtels, permettant de disposer d'un nombre restreint d'indicateurs.

Les départements alsaciens, qui concentrent plus de la moitié des nuitées régionales en 2019, sont particulièrement concernés, avec une diminution de 45 % dans le Bas-Rhin et de 36 % dans le Haut-Rhin. Ainsi, le Grand Est est, après l'Île-de-France, la région française la plus touchée par la baisse de la fréquentation durant cette période estivale. L'Aube et les Vosges sont les seuls départements qui réussissent à atteindre une fréquentation comparable à l'année dernière en juillet-août, grâce à une évolution positive des nuitées résidentes.

Les autres hébergements collectifs de tourisme (AHCT) suivent la même trajectoire que celle des hôtels. Avec près d'un million de nuitées, la fréquentation est en retrait d'un tiers au 3<sup>e</sup> trimestre par rapport à l'année précédente : le recul des nuitées résidentes (-22 %) s'additionne à la désaffection des non-résidents (-57 %).

## La baisse se poursuit dans le résidentiel comme dans le non-résidentiel

La crise sanitaire continue à peser sur la construction de logements. Au troisième trimestre 2020, les autorisations de construction de logements sont en baisse de 4,7 % dans le Grand Est et de 10,1 % en France sur un an. Au niveau régional, elles sont en retrait de 4 % dans l'individuel et de 5 % dans le collectif. Dans la Marne et en Meurthe-et-Moselle, le nombre de logements autorisés chute de plus de 30 %. À l'inverse, il progresse de 25 % dans l'Aube et de 10 % dans le Bas-Rhin, département qui bénéficie à lui seul d'un tiers des autorisations délivrées dans la région.

Le nombre de logements commencés est également en baisse sur un an, dans la région comme en France, respectivement de 3,6 % et de 5,9 %. Dans le Grand Est, le recul s'explique exclusivement par les mises en chantier de logements individuels, et notamment de logements individuels groupés. La baisse la plus importante concerne la Meurthe-et-Moselle (- 21 %). Seuls trois départements enregistrent une hausse du nombre de logements commencés au cours des douze derniers mois : la Moselle (+ 5 %), la Marne (+ 4 %) et la Haute-Marne (+ 52 %).

Dans le non-résidentiel, les effets de la crise sanitaire sont encore plus marqués. Le nombre de surfaces autorisées diminue très nettement au troisième trimestre en comparaison au cumul annuel précédent : - 22,7 % dans le Grand Est et - 14,4 % en France. Les surfaces autorisées sont en hausse dans deux départements de la région seulement : la Haute-Marne et la Meurthe-et-Moselle (respectivement + 20 % + 17 %). La baisse est limitée à 5 % dans les Ardennes. Dans les autres départements, le recul varie de 18 % dans le Haut-Rhin à 57 % dans la Meuse.

Les surfaces de locaux mises en chantier chutent également, de 32,9 % dans le Grand Est et de 11,4 % en France sur un an. La Haute-Marne et la Meurthe-et-Moselle sont là aussi les seuls départements dans lesquels les mises en chantier de locaux ont progressé de 23 % et de 12 %. Dans le Bas-Rhin et le Haut-Rhin, qui pèsent un tiers des ouvertures de chantiers régionaux, la baisse est de 45 %. Elle est limitée à 27 % en Moselle où 16 % des locaux sont commencés.

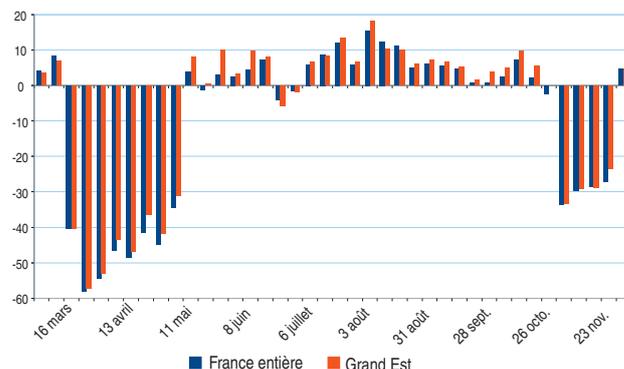
### Baisse moins marquée des volumes de transactions par cartes bancaires qu'au premier confinement

L'arrivée des vacances scolaires d'été a relancé les dépenses par carte bancaire. Lors de la première semaine d'août, l'évolution par rapport à la même semaine de l'an passé, du montant des transactions en carte bancaire, culmine tant en France (+ 15,5 %) que dans le Grand Est (+ 18,1 %). Les niveaux hebdomadaires dépassent ceux de 2019 jusqu'à la semaine 43 (semaine du 19 octobre), avec un creux en semaine 39 (semaine du 21 septembre).

Dès l'annonce du reconfinement (semaine 44 – semaine du 26 octobre), les montants chutent jusqu'à - 33 % par rapport aux mêmes semaines de l'année précédente, restant, durant toute la durée de cette nouvelle période de restrictions, nettement inférieurs à leurs niveaux de 2019.

Le 28 novembre, avec la réouverture des établissements qui n'étaient plus autorisés à accueillir du public et l'assouplissement de la limitation des déplacements, les montants hebdomadaires des transactions dépassent à nouveau ceux mesurés un an plus tôt (+ 4,7 % en France et dans le Grand Est). L'allègement graduel des mesures de restrictions (notamment la suppression de l'attestation de déplacement) conduirait à une reprise progressive en décembre. ■

## 13 Évolution des transactions par carte bancaire en glissement annuel\* depuis la semaine 10 (semaine du lundi 2 mars 2020)



\* Glissement annuel : comparaison d'une semaine avec la même semaine de 2019.  
Notes : la semaine 13 (du 23/03) est la première semaine de confinement complète.  
Sources : Carte Bancaire CB. Calculs Insee.

### Avertissement

Les données utilisées dans cette partie proviennent de **Cartes Bancaires CB** et couvrent l'essentiel des transactions par carte bancaire. Elles sont tirées d'une extraction de transactions anonymisées et agrégées à l'échelle départementale afin de respecter les exigences de confidentialité. Ces informations sont sujettes à certaines limites. Les données utilisées concernent tout détenteur de carte bancaire CB sur le territoire français, ce qui, outre les ménages, peut recouvrir aussi des entreprises. Ces données ne recouvrent pas les transactions réalisées par d'autres moyens de paiement (espèces, chèques, tickets restaurant, etc.). De plus, à l'inverse des données utilisées à l'échelle nationale, notamment dans l'estimation de la perte de consommation des ménages, les données départementales intègrent certaines transactions non assimilables à de la consommation (dons à des associations, achat de timbres fiscaux, etc.). Enfin, les transactions à distance (notamment celles sur internet) ne sont pas prises en compte.

### Contexte national

#### Un deuxième confinement moins pesant que le premier sur l'activité

Après le point bas atteint au deuxième trimestre, l'activité a rebondi de manière très vive au troisième trimestre (+ 18,7 %) par rapport au trimestre précédent et la consommation y a quasiment retrouvé son niveau d'avant-crise. Par la suite, le renforcement des mesures de restrictions en octobre puis le confinement instauré en novembre auraient entraîné un nouveau recul de l'activité, de l'ordre de 4 % au quatrième trimestre par rapport au troisième. L'impact aurait cependant été moins fort qu'au printemps. Les secteurs les plus pénalisés auraient été ceux directement soumis aux mesures de restriction (services de transport, hébergement et restauration, activités de loisirs...) tandis que les autres secteurs, tirant parti de l'expérience acquise lors du premier confinement, auraient davantage maintenu leur activité (industrie et construction notamment).

Après une contraction du PIB d'environ 9 % en 2020, le début de l'année 2021 reste marqué par de forts aléas, liés à l'évolution à court terme de la situation sanitaire.

### Contexte international

#### La fin d'année 2020 reste sous le signe de la crise sanitaire

Après le rebond du troisième trimestre 2020, la résurgence de l'épidémie a conduit à durcir les mesures de restrictions, pesant sur l'activité économique du quatrième trimestre en Europe et notamment sur la consommation des ménages. Les services sont a priori davantage affectés par ces mesures que l'industrie. La situation diffère cependant selon les pays, dépendant en Europe de la mise en place de confinements d'intensité variable, tandis qu'aux États-Unis la consommation des ménages aurait été moins affectée. De son côté, la Chine, épargnée par cette deuxième vague épidémique, poursuit sa reprise entamée au printemps 2020.

## Rebond de la croissance dans les pays voisins : de + 11,4 % en Belgique à + 7,2 % en Suisse

En **Allemagne**, au 3<sup>e</sup> trimestre 2020, le produit intérieur brut (PIB) bondit à + 8,5 %, compensant en grande partie le recul massif du 2<sup>e</sup> trimestre (- 9,8 %). Il est essentiellement soutenu, non seulement par le commerce extérieur (+ 10,8 %), mais aussi par la consommation intérieure (+ 0,8 %) et les investissements (+ 16,0 %). En effet, les exportations enregistrent un rebond de + 18,1 % et les importations de + 9,1 %, après une chute respectivement de - 20,5 % et - 15,9 % au trimestre précédent. Au total, le commerce extérieur contribue à la croissance à hauteur de 3,9 points. La valeur ajoutée augmente significativement dans presque tous les secteurs (+ 8,0 %) : dans l'industrie (+ 14,0 %), dans le commerce, les transports, l'hôtellerie (+ 13,8 %) et dans les prestataires de services publics, l'éducation, la santé (+ 9,5 %). En revanche, elle chute dans la construction (- 4,7 %). Le nombre de personnes en emploi fléchit de 0,1 % par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre 2020 et de - 1,4 % comparé au 3<sup>e</sup> trimestre 2019, pour atteindre 44,7 millions. Dans ce contexte, avec 2 millions de chômeurs en septembre 2020 (+ 3,6 % en un trimestre et + 49 % en une année), le taux de chômage au sens du BIT est de 4,5 %, contre 3,1 % un an auparavant.

Au 3<sup>e</sup> trimestre, le nombre de personnes ayant un emploi recule dans les trois Länder limitrophes par rapport au 3<sup>e</sup> trimestre 2019 : - 1,5 % dans le **Bade-Wurtemberg**, - 1,8 % en **Rhénanie-Palatinat** et - 2,5 % en **Sarre**.

En septembre, le chômage progresse dans les trois Länder pour s'établir à 4,6 % de la population active dans le Bade-Wurtemberg, (+ 1,4 point sur un an), à 5,4 % (+ 1,2 point) en Rhénanie-Palatinat et à 7,5 % (+ 1,3 point) en Sarre.

À la différence de la définition du BIT, ces chômeurs doivent être inscrits à l'agence pour l'emploi, et peuvent avoir exercé une activité professionnelle d'au plus 15 heures hebdomadaires.

En **Suisse**, le PIB connaît une forte hausse de + 7,2 % au 3<sup>e</sup> trimestre, après une baisse de 8,6 % au trimestre précédent, marquant une reprise environ de trois quarts du recul enregistré au 1<sup>er</sup> semestre. La demande intérieure et une partie du secteur tertiaire profitent de cette nette reprise, tandis que les exportations souffrent de l'évolution sur le plan international. La pandémie de Covid-19 continue d'affecter le secteur secondaire sur l'ensemble du 3<sup>e</sup> trimestre 2020, et la production recule ce trimestre de 4,4 % par rapport à la même période de 2019, mais cette baisse est deux fois moindre qu'au précédent trimestre (- 8,6 %). Plus précisément, l'industrie recule de 5,1 % et la construction de 0,4 % par rapport à la même période de 2019.

Le nombre de personnes actives occupées baisse de 0,4 % en un an, atteignant 5,1 millions au 3<sup>e</sup> trimestre 2020 (- 21 000). À la fin de 3<sup>e</sup> trimestre, 341 000 frontaliers étrangers travaillent en Suisse, soit

+ 1,7 % par rapport au 3<sup>e</sup> trimestre 2019, dont plus de 55 % sont domiciliés en France. Sur la même période, le taux de chômage au sens du BIT augmente et passe de 4,6 % à 5,3 %. Au 3<sup>e</sup> trimestre 2020, l'effectif des chômeurs de longue durée au sens du BIT (un an ou plus) est de 85 000, soit une baisse de 1 000 personnes par rapport au 3<sup>e</sup> trimestre 2019.

Dans la **Suisse du Nord-Ouest**, 678 000 personnes occupent un emploi, une hausse de 0,7 % sur un trimestre. Entre le 3<sup>e</sup> trimestre 2019 et le 3<sup>e</sup> trimestre 2020, le nombre de chômeurs passe de 24 000 à 35 000 en un an, soit une hausse de 45,8 %, et une hausse de 9,4 % par rapport au trimestre précédent, tandis que le taux de chômage au sens du BIT augmente de 3,6 % à 5,1 % sur une année.

Près de 34 500 Alsaciens y travaillent tous les jours, soit une légère hausse de 0,4 % par rapport au trimestre précédent et + 1,9 % par rapport à la même période de l'année précédente.

Au **Luxembourg**, le PIB évolue de + 9,8 % comparé aux trimestres précédents de cette année 2020, après - 7,4 % et - 1,5 %.

La baisse des exportations et des importations ralentit nettement en passant respectivement de - 22,4 % et - 24,2 % au précédent trimestre, à - 6,0 % et - 3,4 % au 3<sup>e</sup> trimestre.

Comme au trimestre passé, les restrictions qui pèsent sur l'activité, comme les fermetures des commerces et des restaurants, n'affectent pas l'emploi qui ne cesse d'augmenter entre juin et septembre 2020 (+ 0,4 %) et entre septembre 2019 et septembre 2020 (+ 1,7 %). À la fin de 3<sup>e</sup> trimestre 2020, le Luxembourg compte au total 476 480 personnes en emploi dont 207 177 sont des salariés frontaliers.

Le taux de chômage au sens du BIT est de 6,3 % contre 5,3 % en 2019 à la même période.

En **Belgique**, la croissance se redresse pour atteindre + 11,4 %, après - 11,8 % et - 3,4 % aux trimestres précédents.

En effet, la valeur ajoutée augmente de 11,6 % dans l'industrie, de 18,9 % dans la construction et de 10,4 % dans les services. Face à la contraction du trimestre précédent, le commerce extérieur de la Belgique se redresse de manière significative. Les importations (+ 14,3 %) augmentent davantage que les exportations (+ 13,3 %).

Au 3<sup>e</sup> trimestre 2020, l'emploi intérieur croît de 0,3 % par rapport au trimestre précédent. Sur une base annuelle, il est toutefois en baisse (- 0,3 %) et demeure par conséquent inférieur au niveau enregistré avant la crise sanitaire.

Le taux de chômage belge au sens du BIT, s'élève à 6,5 % au 3<sup>e</sup> trimestre, soit + 1,1 point sur un an. En **Wallonie**, le chômage demeure plus élevé qu'au niveau national et repart en hausse en touchant 7,7 % de la population active, contre 7 % un an auparavant.

Insee du Grand Est  
Cité Administrative Gaujot  
14 rue du Maréchal Juin  
CS 50016  
67084 Strasbourg Cedex

Directeur de la publication :  
Yves Calderini

Rédaction en chef :  
Jacques Marty

ISSN 2492-5152  
© Insee 2021

## Pour en savoir plus

- « La fin d'année 2020 reste sous le signe de la crise sanitaire », *Note de conjoncture*, Insee, décembre 2020.
- Tableau de bord Conjoncture : Grand Est, Insee.fr, décembre 2020.
- « La région n'a pas retrouvé son niveau d'avant-crise », *Insee Conjoncture Grand Est*, n° 24, octobre 2020.

